

TRIBUNE ASSOCIATIVE DE MAUREPAS

RENNES, LE 29.11.2024

Le quartier populaire de Maurepas fait la une des médias locaux et nationaux depuis quelques semaines, après que des tirs et des règlements de compte liés au narcotrafic aient eu lieu en nombre et de manière fréquente.

Ce contexte a engendré plusieurs faits terribles dont **le coma d'un enfant de 5 ans blessé par deux balles dans la tête**, un lynchage public, des courses poursuites ainsi que des répercussions tragiques dans le reste de la ville de Rennes.

Nous travaillons et pour certain·e·s habitons dans le quartier de Maurepas, et souhaitons apporter notre témoignage pour permettre de mieux comprendre notre réalité, pour porter un autre discours et pour être écouté·e·s.

En réponse aux événements violents, le préfet d'Ille-et-Vilaine puis le ministre de l'Intérieur se sont déplacés pour affirmer leur volonté de lutter fermement contre **les "narcocailles" et la "mexicanisation"** des quartiers. Dans les faits, des dizaines de policier·e·s ont été déployé·e·s à Maurepas ainsi que la CRS 82, spécialisée dans "la lutte contre les violences urbaines et les émeutes".

À cela s'ajoutent des médias pour certains trop insistants vis-à-vis de nos associations et qui ont renforcé l'image négative du quartier et la stigmatisation constante d'une population impliquée ou supposément impliquée dans le trafic de drogue. Or, l'immense majorité des habitant·e·s n'est pas impliquée dans le trafic de drogue et en a plutôt peur d'ailleurs... Ces mêmes médias ne s'intéressent que trop peu aux raisons profondes de la présence du deal pour se concentrer uniquement sur ses conséquences, certes tragiques. **Ne pas questionner les raisons structurelles de ce problème empêche de l'enrayer efficacement et de penser des alternatives.**

Maurepas, c'est une **richesse culturelle magnifique** avec 54 origines différentes recensées à l'école Trégain, **une communauté Mahoraise très engagée** dans le quartier.

Maurepas, c'est également **des familles, des parents et des enfants** impliqués dans une dynamique scolaire dans les écoles Trégain, Toni-Morrison, Les Gantelles, dans les collèges Clotilde Vautier et Gayeulles, dans le lycée De La Salle.

Maurepas, c'est aussi nous, un écosystème associatif, un réseau d'actrices et d'acteurs qui agit autour de sujets variés pour améliorer le quotidien des habitant·e·s :

le GRPAS, Keur Eskemm, La Cohue, Pépites!, le Front de Mères 35, le centre social, Un Toit c'est Un Droit, Anime et Tisse, Les films du Macadam, l'APRAS, le Clair Détour, We Ker, le Relais, le Secours Populaire, Rue des Livres, le Cercle Paul Bert, la Compagnie TÉKiToi, Démozamau, le VRAC, l'Etal convivial et bien d'autres encore.

Pour ce qui est de faire du commun, nous travaillons toutes et tous dans une dynamique coopérative, pour vivre ensemble, faire ensemble au service des quartiers populaires. Les échanges quotidiens et les projets avec les habitant·e·s pleuvent par dizaines depuis des années permettant de réduire des inégalités. **Et nous sommes fier·e·s de travailler à leur mise en œuvre en cohérence avec nos valeurs de justice sociale.**

Nous pensons que ces activités ont aussi une importance trop souvent minimisée. Au-delà de la lutte contre le narcotrafic, elles sont un vecteur de lien social. **Nous proposons d'autres possibles. Nous accompagnons, nous facilitons une émancipation collective, pour donner à voir d'autres imaginaires que le narcotrafic.**

Mais travailler à Maurepas ces dernières semaines, c'est être au cœur de plusieurs tensions.

Celle de prendre le risque d'être au mauvais endroit au mauvais moment. Celle de vouloir poursuivre notre engagement collectif au service des habitant·e·s. Celle d'être fragilisé·e·s par la saignée budgétaire du gouvernement qui nous fait craindre le pire.

Chaque jour, nous sommes aussi les récepteur·rice·s de la parole et du ressenti des habitant·e·s. Et en ce moment, ils et elles nous racontent leur peur, leurs troubles du sommeil, leur hypervigilance, leur désespoir, leur colère, la suspicion entre voisin·e·s, leur auto-confinement, leur sentiment d'abandon, d'injustice, de déshumanisation... **Leur espace public est pris en étau entre les violences liées au narcotrafic et la riposte ultra sécuritaire des pouvoirs publics.**

Quant à notre santé psychique et physique, notre souffrance au travail est aussi bien réelle. Alors nous faut-il travailler équipé·e d'un gilet par balles ? Et concernant notre santé mentale, devons-nous nous débrouiller seul·e face à l'angoisse ? Un mois après les violences criminelles à Maurepas, nous regrettons la mise en place **tardive** de solutions d'écoute et d'accompagnement par les pouvoirs publics pour les associations et les habitant·e·s.

Les actes de violences liées au narcotrafic ne sont pas nouveaux, ils existent aussi dans d'autres quartiers de Rennes et il est à craindre qu'ils se reproduisent. **Dans ce contexte, la réactivité est un facteur déterminant pour se réparer, faire notre métier et faire vivre à nouveau les espaces publics.**

Nous actrices et acteurs de terrain dans le quartier où la pauvreté est la plus élevée en Bretagne, nous avons besoin de **renfort humain, financier et coopératif** pour continuer la mise en place d'actions d'occupation d'espace public joyeuses, pertinentes et en adéquation avec les besoins des habitant·e·s.

- Au lendemain d'événements tragiques, si le déploiement policier anti-narcotrafic était immédiat, **nous demandons à l'État la même réactivité quant à la mise en place d'une cellule de crise psychologique avec un dispositif facile d'accès pour les personnes qui vivent et travaillent dans ce climat anxiogène.**
- Nous souhaitons également **une véritable étude historique et sociologique des causes structurelles de l'implantation massive du narcotrafic** à l'échelle du quartier de Maurepas.
- **Nous demandons aussi un véritable travail sur des amendes forfaitaires délictueuses qui conduisent des jeunes à trouver les moyens de payer des amendes majorées se chiffrant à des dizaines de milliers d'euros.** Cela crée des situations de surendettement insoutenables chez des familles, des jeunes devenant ainsi des proies faciles pour les narcotrafiquants prédateurs. Cette procédure, permettant aux forces de l'ordre d'infliger une amende sans l'intervention d'un juge, « comporte le risque de développer des pratiques discriminatoires », « porte une atteinte grave au droit au recours » et « fragilise la relation police-population », affirme la Défenseure des droits Claire Hédon qui demande leur abolition comme la Ligue des droits de l'Homme.

- Pour garantir des actions adaptées à la réalité du quartier, **nous voulons des moyens pour de l'échange, de la coopération et de l'échange de pratiques avec des professionnel·les d'autres territoires en proie aux violences criminelles engendrées par le deal.**
- Nous voulons aussi avoir **les garanties du soutien des pouvoirs publics pour poursuivre nos projets relevant de la Politique de la Ville.** Après avoir renouvelé le contrat de ville pour les quartiers annoncés comme "prioritaires", l'Etat annonce une baisse de 90 millions d'euros de budget au moment même où nous avons le plus besoin de réponses globales et de proximité participant à la lutte contre le narcotrafic et ses impacts dévastateurs.
- Au-delà de la possible poursuite de nos projets, **nous souhaitons que plus de moyens pour nos structures.** Tandis que le budget alloué aux équipements de sécurité augmente depuis plusieurs années de l'ordre de centaine(s) de millions d'euros, nous pensons que passer du temps ensemble et l'espoir d'un quotidien joyeux dans tous les quartiers prioritaires, ce n'est pas une dépense mais bien un investissement social.

Si aujourd'hui, toi qui nous lis, ces mots résonnent pour toi, merci de partager cette tribune sur tes réseaux et auprès de ton entourage pour qu'elle soit discutée, débattue, défendue.

Continuons de faire collectif à Maurepas et partout où nous le pourrons !

SIGNATAIRES :

L'association Anime & Tisse représentée par Solène et Marine, les salarié.e.s du Groupe Rennais de Pédagogie et d'Animation Sociale : Adèle, Marie, Pauline, Azadée, Perrine et Léonard, le syndicat Front de Mères 35, l'association Keur Eskemm, l'association La Cohue, l'association Un Toit c'est Un Droit et ses salarié.e.s Njawala, Lucie et Emmanuelle, les salarié.e.s de l'association Rue des Livres : Emilie, François et Margot, Clara coordinatrice Jeunesse aux Cadets de Bretagne, Cyril de l'association Les Films du Macadam, Maxime du GPAS Bretagne

